

Extrait du registre des délibérations de la séance du conseil municipal du 24 août 2020				
Délibération n° 2020.093				
Département de l'Isère Canton de l'Oisans Commune Les Deux Alpes	L'an deux mille vingt, le 24 août à 18h, le conseil municipal s'est réuni, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Christophe AUBERT, maire.			
	Date de la convocation : 20 août 2020			
	Membres			
	Présent			
	Absent			
	Donne pouvoir à			
Secrétaires de séance (article L2121-15 du CGCT) Mme Angélique AGUILAR et M. Pascal ESPITALLIER	M. Christophe AUBERT, maire	X		
	M. Éric GRAVIER, 1 ^{er} adjoint	X		
	Mme Agnès ARGENTIER, 2 ^{ème} adjointe		X	
	M. Patrick PELLORCE, 3 ^{ème} adjoint	X		
	Mme Cécile NEYRAUD, 4 ^{ème} adjointe	X		
	M. Jean-Luc BISI, 5 ^{ème} adjoint			P. BALME
DOMAINE : Institutions et vie politique – 5.6.2 - Autres OBJET : Modalités de prise en charge des frais de garde d'enfants des élus ou de personnes dépendantes	Mme Françoise MOREAU, 6 ^{ème} adjointe	X		
	M. Pierre BALME, conseiller municipal, maire délégué Venosc	X		
	M. Laurent GIRAUD, conseiller municipal	X		
	Mme Anne MILLET, conseillère municipale			MH COING
	M. Paul VAN LEEUWEN, conseiller municipal			E. TASSO
	Mme Marie-Hélène COING, conseillère municipale maire délégué Mont de Lans	X		
	Mme Enrica TASSO, conseillère municipale	X		
	M. Ugo MOUNIER, conseiller municipal		X	
	Mme Céline VALETTE, conseillère municipale			C. NEYRAUD
	M. Fabien VEYRAT, conseiller municipal	X		
	Mme Camille DURDAN, conseillère municipale		X	
	Mme Jocelyne MARTIN, conseillère municipale	X		
	M. André GARDEN, conseiller municipal		X	
	Mme Stéphanie DEBOUT, conseillère municipale			D. VAZEUX
	Mme Delphine VAZEUX, conseillère municipale	X		
	M. Pascal ESPITALLIER, conseiller municipal	X		
	Mme Angélique AGUILAR, conseillère municipale	X		
Monsieur le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat				
Le.....Christophe AUBERT, maire				

VU les articles L.2123-1 et L.2123-18-2 du Code général des collectivités locales

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que les membres du conseil municipal bénéficient d'un remboursement par la commune des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article L.2123-1, à savoir :

- Aux séances plénières du conseil municipal,
- Aux réunions de commissions dont il est membre et instituées par une délibération du conseil municipal,
- Aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la commune.

Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance et ses modalités sont fixées par délibération du conseil municipal.

Il est également précisé que cette dépense est compensée par l'Etat pour les communes de moins de 3500 habitants en application de l'article 91 de la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Deux situations ouvrent droit à la prise en charge des frais de garde d'enfants ou de personnes dépendantes :

- 1- Pour tous les membres du conseil municipal qui, pour se rendre et participer aux réunions de leur conseil, de commissions ou d'organismes où ils représentent leur commune, ont engagé de tels frais, le remboursement est de droit.
- 2- Pour les maires et adjoints au maire, l'organisme délibérant peut accorder une aide financière à ces élus s'ils utilisent un chèque emploi service universel. Le montant maximum annuel de cette aide est fixé à 1830 €

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

- **DECIDE** que les frais de garde susvisés sont pris en charge, sur présentation d'un état des frais, à hauteur de 20 heures/mois, au taux de 10,15 €/l'heure,
- **DIT** que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} septembre 2020,
- **PRECISE** que les crédits budgétaires correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.



Pour extrait conforme,
Le maire, Christophe AUBERT